

1. Le changement c'était maintenant

Climat, énergie, société, numérique, tout autour de nous change à une vitesse inédite. Pourtant, l'organisation politique de notre pays n'arrive pas à suivre ces changements et encore moins à les anticiper alors que l'attente des citoyens est plus que forte.



Mon propos n'est pas ici de faire un procès trop facile à la classe politique. Bons ou mauvais, nous les avons élus, que ce soit par conviction ou par défaut. Je ne veux donc pas parler de ce qu'ils n'ont pas fait, su faire ou voulu faire, mais bien de ce que nous, citoyens allons faire.

2. Pourquoi maintenant ?

Qu'est-ce qu'il y a de particulier aujourd'hui qui nous oblige impérieusement à l'action ?

Principalement les circonstances qui condamnent le statu quo .

- Si nous n'agissons pas pour contenir l'augmentation de la température de notre climat, les tempêtes ravageront encore et encore nos côtes et nos villes comme cet hiver et généreront bien d'autres maux.
- Si nous n'agissons pas pour accélérer la transition énergétique, les coûts de déplacement, de chauffage et de production deviendront inabordables pour les plus faibles.
- Si nous ne réorganisons pas les équilibres au sein de notre société, les individualistes et les corporatismes finiront par la mettre à terre.
- Si nous n'accompagnons pas la rupture numérique, nos concitoyens vont se trouver en grande détresse dans un monde devenu incompréhensible.

Nous n'avons donc pas d'autres choix que de changer la société et à l'évidence, l'organisation actuelle de notre République ne permet pas de répondre à l'urgence et à l'ampleur de la tâche. Il ne s'agit pas de condamner le personnel politique, mais bien d'acter de l'impuissance structurelle de notre organisation politique.

3. Où cibler le changement ?

Nous disposons de quatre leviers pour agir :

- le pouvoir législatif
- le pouvoir judiciaire
- le pouvoir exécutif
- et le pouvoir médiatique

Depuis la révolution internet, le pouvoir médiatique est déjà largement passé entre les mains des citoyens. La transition n'est sans doute pas encore totalement achevée, mais ce n'est pas là où il y a une absolue nécessité à engager nos forces.

Les pouvoirs législatifs & judiciaires demandent à la fois du temps, du recul, des compétences, de la concertation et de la rationalité qu'un citoyen moyen peut difficilement garantir. Ce n'est donc pas là non plus que nous pouvons espérer à court terme changer les choses.

Reste donc le pouvoir exécutif, et c'est justement là que peuvent se rencontrer les possibilités offertes par ce nouveau monde en construction et la volonté d'agir de chaque citoyen.

L'objectif n'est donc plus de choisir ceux qui vont changer le monde pour nous, mais bien de s'organiser pour changer nous-même le monde proche de nous. Nous devons nous donner les moyens d'être des pouvoirs exécutifs locaux d'un nouveau genre.

4. Comment ?

L'ère de la société numérique qui s'ouvre nous offre tous les outils qui manquaient jusqu'à présent :

- moyens universels et quasi gratuits d'information et d'échanges
- moyens de co-construction (élaboration et production collective)
- moyens de financement participatif
- moyens de contrôle
- moyens de choix / vote

Au-delà des outils, notre société est suffisamment riche pour que des personnes puissent prendre sur le temps pour accompagner et mener des projets d'intérêt collectif.

Les citoyens que nous sommes ont donc les moyens d'agir sur des projets décidés localement en commun. Ceci était plus difficile dans l'ancien monde ce qui justifiait alors l'organisation politique que nous jugeons aujourd'hui défailante.

L'idée directrice est de créer des structures d'échanges destinées à regrouper les citoyens décidés à s'engager localement dans l'action, de collecter les projets d'action, de vérifier leur faisabilité, de décider quels projets mener et naturellement de les mettre en œuvre.

5. Quoi par exemple ?

Il suffit de regarder autour de soi pour trouver mille initiatives qui ne demandent qu'à être organisées et déployées localement :

- organisation de circuits économiques courts
- organisation de la vie de quartier (surveillance des enfants, tranquillité de voisinage, partage de biens, ...)
- utilisation des espaces publics pour planter des espèces végétales consommables, partages de jardin
- rénovation de biens collectifs et/ou historiques
- mobilisation pour l'entraide & l'action sociale
- co-partage (voiture, habitat, ...)
- ...

6. Agir c'est maintenant !

La possibilité d'agir localement (seul ou par association) n'est pas nouvelle. Ce qui est nouveau ce sont les outils qui démultiplient à un niveau inédit notre puissance d'action.

Je veux tenir le pari qu'il est possible de transférer une large partie du pouvoir exécutif local aux citoyens eux-même sans passer par le mécanisme de démocratie participative qui semble unanimement condamné car impuissant à résoudre les défis périlleux qui nous font face.

Moi citoyen, je veux être l'acteur du changement, je veux être celui qui agit pour faire changer les choses qui dépendent de l'action locale. La nécessité est présente. Les outils sont là. Combien d'entre-nous auront la force et le courage de passer à l'action ?